



ARRÊTÉ

Date de notification : 1er août 2024

Référence dossier (à rappeler dans toute correspondance) :

76761997 24 DS01 2876P02040 = 20 000,00 €

2024 - 76 - Métropole Rouen Normandie - 2024 - L'Atelier - Mission contre la Grande Précarité et de Santé Publique - CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN

L.I. : N28/76 C.C. : 540

- VU** la loi de finances initiale pour 2024 et le décret portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances
- VU** la loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine
- VU** la loi modifiée n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret 2021-1947 du 31 décembre 2021 approuvant le contrat d'engagement républicain des associations ou fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'État
- VU** le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique
- VU** le décret 2019-1416 du 20 décembre 2019 (art.5) portant organisation de la Direction générale des collectivités locales
- VU** le dossier de demande de subvention déposé par l'organisme bénéficiaire

Pour les aides de minimis inférieures à 750 000 € sur les 3 derniers exercices fiscaux

- VU** le règlement n° 2023/2832 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général

Pour les aides d'État supérieures ou égales à 750 000 € sur les 3 derniers exercices fiscaux

- VU** la décision du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général

L'Agence Nationale pour la Cohésion des Territoires (ANCT) a ouvert une plateforme collaborative « La Grande Équipe ».

Créer votre compte dès à présent ! <https://acteur.lagrandeequipe.fr>

Vous aurez accès aux informations relatives à la politique de la ville et pourrez échanger avec les acteurs locaux des quartiers prioritaires.

Au titre de l'exercice 2024, le préfet décide d'attribuer une subvention à l'organisme :

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN,
2, RUE DE GERMONT 76005 ROUEN CEDEX

N° SIRET : 267600450 00014 N° Tiers Chorus : 2100065849

Article 1 : Objet et montant de la subvention

Une subvention de 20 000,00 € est accordée à l'organisme

Pour mettre en œuvre, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet d'intérêt général décrit dans le dossier de demande de la manière suivante :

Action n° 1 - DA00251288 - 2024 - 76 - Métropole Rouen Normandie - 2024 - L'Atelier - Mission contre la Grande Précarité et de Santé Publique - CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN : 20 000,00 €

L'Atelier "Activité autour du meuble" existe depuis 15 ans.

L'activité est basée sur la récupération de meubles, le tri, le stockage, la valorisation des meubles, le transport et l'installation dans le logement.

La mission est d'aider des personnes en situation de grande précarité à s'engager dans une démarche d'insertion globale en proposant :

- Une activité autour du meuble (récupération, restauration, appropriation).
- Une solution pour meubler leur logement.
- Un accompagnement socio-professionnel et éducatif.
- Des activités de valorisation, de socialisation et de mise en mouvement des personnes.

Ce projet a pour objectif de :

2024 - 76 - Métropole Rouen Normandie - 2024 - L'Atelier - Mission contre la Grande Précarité et de Santé Publique - CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN

- Rompre l'isolement des personnes et favoriser la solidarité entre elles, le lien et l'ouverture aux autres.
- Permettre aux personnes de s'approprier un patrimoine mobilier.
- Accompagner la ou les personnes lors de l'installation dans le logement et établir si nécessaire un relais pour la poursuite de l'accompagnement.
- Mener un travail éducatif pour favoriser une lecture positive de l'avenir en agissant sur le présent.

Article 2 : Respect du Contrat d'engagement républicain par les associations et les fondations

Le bénéficiaire de la subvention représentant une association ou une fondation, s'engage à respecter le contrat d'engagement républicain prévu à l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations notamment :

- à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;
- à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
- à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

L'association ou la fondation informe ses membres par tout moyen (affichage dans ses locaux, mise en ligne sur son site internet, etc...) des engagements inscrits dans le contrat d'engagement républicain. Elle veille à ce qu'ils soient respectés par ses dirigeants, ses salariés, ses membres et ses bénévoles.

Tout constat d'un manquement commis par l'une ou l'autre de ces personnes conduira au reversement de la subvention au prorata de la période restant à courir.

Article 3 : Imputation budgétaire et comptable

La subvention est imputée sur les crédits du programme budgétaire Politique de la ville (147).

Domaine fonctionnel : 0147-01-10

Code activité : 0147010101

Groupe marchandise : 10.03.01

L'ordonnateur de la dépense est : le préfet

Votre interlocuteur, service prescripteur, est : la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités

Le comptable assignataire est : le directeur des finances publiques

7 BD BERTRAND BP40532

14034 CAEN CEDEX 1

Article 4 : Modalités de versement

La subvention sera versée en totalité, dans le mois suivant sa notification sur le compte :

IBAN : FR503000100707C760000000004

BIC : BDFEFRPPCCT

Article 5 : Détermination du montant de la subvention

Le montant de la subvention a été déterminé au vu du budget prévisionnel établi par l'organisme dans son dossier de demande de subvention. Le financement n'excède pas la différence entre les charges directes et indirectes et les recettes engendrées par la mise en œuvre de l'action.

Les coûts totaux estimés éligibles sont de :

Action n° 1 : 2024 - 76 - Métropole Rouen Normandie - 2024 - L'Atelier - Mission contre la Grande Précarité et de Santé Publique - CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN

Total des charges et des produits figurant au budget prévisionnel : 212 428,00 €

Article 6 : Délai de réalisation

Le programme d'actions doit être achevé au plus tard le **31 décembre 2024**.

Article 7 : Compte-rendu financier

L'organisme bénéficiaire devra justifier de la subvention lors de toute nouvelle demande ou à défaut au plus tard le **30 juin 2025**, en produisant un compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000.

La justification s'effectue directement dans l'espace Usagers de la plateforme DAUPHIN.

En cas de non production du compte rendu financier, la subvention sera reversée au Trésor public.

Si le financement excède la différence entre les produits et les charges, les sommes non utilisées seront reversées au Trésor public.

Article 8 : Contrôle

L'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938 et l'article 112 de la loi du 31 décembre 1945 obligent toute association, société ou collectivité privée ou publique bénéficiant d'une subvention de l'État à « *fournir ses budgets et comptes au ministre qui accorde la subvention. Elle peut en outre être invitée à présenter les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile. Tout refus de communication entraînera la suppression de la subvention* ».

En conséquence, l'organisme s'engage à :

- faciliter tout contrôle, sur pièces ou sur place
- disposer d'une comptabilité analytique issue de la comptabilité générale
- mettre en place des outils fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment

En cas de non-réalisation, de réalisation non conforme ou de refus de communication de comptes ou de pièces justificatives, la subvention sera reversée au Trésor public.

Article 9 : Publicité

Les financements de l'État doivent être portés obligatoirement à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication (affiches, flyers, programmes, site internet...) doivent porter le logotype et la mention « avec le soutien du secrétariat d'État chargé de la citoyenneté et de la ville ».

Le logo est téléchargeable sur le site de l'agence nationale de la cohésion des territoires : <https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr> Accueil/Les programmes/Politique de la ville/Les subventions/Communiquer

Article 10 : Règlement des conflits

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application du présent acte.

Le 30/07/2024 Pour le Préfet et par subdélégation
Le Directeur du travail
directeur départemental adjoint

Pascal DESILLE-LEGEAY